

LE SOCIALISTE

Organe du Parti ouvrier

LE NUMERO : 10 CENTIMES

ABONNEMENTS : France, 3 m. 1 fr. 50; 6 m. 3 fr.; Un an, 6 fr.
Etranger, — 2 fr. — 4 fr. — 8 fr.

PARAISSANT LE SAMEDI

Comité de Rédaction :

G. DEVILLE, R. FRÉJAC, J. GUESDE, P. LAFARGUE, A. LE TAILLEUR.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

17, rue du Croissant, Paris.

ANNONCES : au bureau du Journal

Notre prime gratuite

A tous nos nouveaux abonnés ou réabonnés, nous expédierons, sur leur demande, à leur choix et franc de port, un ou plusieurs des ouvrages de notre Bibliothèque socialiste dans les conditions suivantes : pour un abonnement ou réabonnement de trois mois, une ou plusieurs brochures de la valeur totale de 25 centimes, d'une valeur de 50 centimes pour six mois, et, pour un an, d'une valeur de 1 franc, ou la collection de tous les numéros parus du Socialiste quelle que soit la durée de l'abonnement.

INSTRUCTION FORCÉE

La crainte exprimée par Goblet sur « les périls que la diffusion de l'instruction allait faire courir à l'ordre social, » trotte dans les cervelles bourgeoises. Le Temps, l'organe officiel de la bourgeoisie, a sagement raisonné sur la matière. A une lettre d'universitaires licenciés, qui accusaient l'Etat de les instruire supérieurement et de leur demander dix ans de services, et puis de les planter là, comme ferait le premier patron venu, le Temps répond que l'Etat ne leur doit rien, mais qu'il a eu le tort de fabriquer tant de capacités intellectuelles tandis que l'industrie a besoin de tant de bras.

Si, quand ils raisonnent sur la question en général, les bourgeois prennent peur de l'instruction qui est destinée à saper leur ordre social, quand ils s'occupent de leurs industries en particulier, ils ne cessent de demander que l'on crée pour leur service des capacités intellectuelles. J'ai sous les yeux un rapport de M. Léon Permenzel, fabricant de soieries, ex-président de la Chambre syndicale des patrons, sur l'Industrie lyonnaise de la soie : à quoi attribue-t-il le rapide développement de l'industrie sérifère en Allemagne et en Suisse, ces deux rivales de Lyon? — En partie à l'enseignement distribué si largement dans ces deux pays.

« De cet enseignement découlent, dit-il, une instruction pratique parfaite, dirigée vers le côté industriel; la connaissance des règles économiques qui sont la loi des affaires; l'étude des usages commerciaux de tous les pays, des principes de la législation, des questions financières, des changes, connaissances si profondément nécessaires aujourd'hui; la possession presque générale des trois principales langues commerciales : le français, l'anglais et l'allemand. » L'instruction qui, selon M. Permenzel, constitue une des supériorités de l'industrie allemande et suisse, est un peu plus vaste et variée que celle de nos universitaires.

Il est vrai que M. Permenzel, entre autres causes de supériorité, en signale une que nous, socialistes du parti ouvrier, ne devons pas passer sous silence.

« La grande majorité des ouvriers en Allemagne, dans l'industrie de la soie, travaille à domicile et leur organisation, par rapport aux fabricants qui les occupent, est à peu près la même que celle de nos ouvriers de la ville et de la banlieue; toutefois, nous devons accorder une attention spéciale à ce fait que l'ouvrier travaille sans interruption pour la même maison pendant des années.

« Les chômages, quand il y en a, et sous ce rapport nos concurrents ne sont pas plus favorisés que nous, sont supportés par les fabricants, et ces derniers ne cessent pas pour cela de fournir du travail à leurs ouvriers. »

Dans un autre passage, parlant de la fabrique lyonnaise, M. Permenzel ajoute : « Le chômage trop facile et, à notre avis (disons-le entre nous), un peu égoïste, qu'impose le fabricant à l'ouvrier, alors qu'il y trouve la moindre convenance, rompt les liens de confiance et de sécurité pour son existence, qui devraient moralement unir l'ouvrier à son fabricant. »

Ainsi, tandis que des bourgeois s'élèvent contre les dangers et les dépenses de l'instruction, d'autres en proclament l'impérieuse nécessité dans l'intérêt de l'industrie nationale. Aussi, malgré leur avarice et leurs craintes, les bourgeois sont obligés d'instruire les salariés : ils sont condamnés à l'instruction forcée.

Il y eut en France un sentiment de dégoût quand on apprit que des officiers prussiens, au moment d'abandonner les maisons et les villas où ils avaient bivouaqué, mettaient bas culotte dans la principale pièce, déposaient leurs ordures et fachaient leurs cartes de visite dans le tas. Une dame française fit photographier son salon ainsi souillé, et envoya la photographie avec les noms titrés des visiteurs, à l'état-major prussien.

Les Versaillais devaient dépasser les Prussiens en infamie et en cochonnerie. Au nom de l'humanité, Jules Favre protestait contre l'artillerie prussienne lançant des bombes sur les musées et les monuments de Paris : Versailles bombardait Paris; ses boulets rouges l'incendiaient. On flagella les Prussiens avec le nom de « voleurs de pendules » : les Versaillais assassinèrent des compatriotes, des bourgeois qui n'avaient jamais pris les armes pour la Commune, afin de voler leurs montres et leurs porte-monnaie, comme le lieutenant Sicre du 67^me de ligne volant sa montre à Varlin après l'avoir odieusement assassiné.

Un des témoins dans le procès intenté par le sieur Delamarche, le citoyen Rolland, concierge, dépose que « le lundi soir on a enlevé sur le boulevard un cadavre d'officier de la Commune, sur lequel, pendant toute la journée, les soldats avaient uriné !

Pouah !

PRÉCAUTIONS INUTILES

Dans tout compte de commerce, existe le chapitre des profits et pertes, messieurs les voleurs de la bourgeoisie, dans leurs calculs d'avenir, inscrivent la possibilité d'une révolution qui les obligera à dégorger les biens volés à la nation des travailleurs.

La Compagnie d'Anzin, en prévision d'une révolution qui lui enlèvera les mines, place à l'étranger son fond de réserves. Le nombre de capitalistes qui ont imité cet exemple est grand.

M. de Rothschild vient de prendre une précaution plus significative, à ce que nous annonce *Gil Blas*; il a transféré sa maison de la rue Saint-Florentin en forteresse blindée. Les volets sont à l'épreuve des balles. Les vitrines à bibelots, sur une simple pression de boutons, disparaissent dans des coffres-forts scellés dans la muraille. Chaque tableau a son étui numéroté, de sorte que, à un moment donné, toute la galerie pourrait être emballée en une heure.

En cas de révolution, M. le baron, comme les gens de lettres appellent ce petit-fils du marchand de vieux habits de Francfort, ferait bien de ne pas perdre trop de temps à presser les boutons des coffres-forts et à emballer ses tableaux; car c'est lui qui pourrait être emballé pour Mazas.

Mais, messieurs les capitalistes, vous croyez donc qu'il n'y aura de révolution qu'en France, et que le Rhin et la Manche franchis, vous pourrez, comme par le passé, continuer à vivre du produit de vos vols?

N'ayez pas tant de confiance que cela dans les autres pays; la France révolutionnaire pourrait très bien vous faire saisir en Allemagne ou en Angleterre, de même qu'elle sera prête à rendre aux socialistes allemands et anglais leurs Rothschild en fuite. C'est dans la lune qu'il vous faudra chercher un asile contre la prochaine révolution sociale qui sera internationale, et peut-être la France n'aura-t-elle pas l'honneur d'ouvrir le bal révolutionnaire.

PROLÉTARIAT INTELLECTUEL

Il résulte d'une statistique que vient d'établir le ministre de l'Instruction publique à l'aide de renseignements précis fournis par les inspecteurs d'Académie, que le nombre des aspirantes à l'emploi d'institutrice est actuellement de 9.760 — 750 seulement sont pourvues du brevet supérieur.

Il y a en outre 784 demandes d'emploi dans les écoles maternelles.

C'est donc plus de 10.000 jeunes femmes qui postulent pour obtenir une place dans l'enseignement, et remarquez que ce n'est là qu'un commencement, car, tout étant fermé aux femmes, celles qui s'instruisent vont affluer en masse dans la profession d'institutrice.

Dans le *Craftsman*, l'organe du parti ouvrier de Washington, nous trouvons cette importante circulaire, sur laquelle nous appelons l'attention de nos lecteurs. Ils doivent se souvenir que, dans le dernier congrès des *Chevaliers du travail*, il avait été décidé de commencer une

grande agitation pour la fixation de la journée légale du travail à huit heures. Le comité exécutif prépare dans ce but une grève générale qui comprendrait dans tous les Etats-Unis les ouvriers de tous les métiers; ce serait le mouvement le plus colossal qu'aurait jamais tenté la classe ouvrière d'un pays.

CIRCULAIRE OFFICIELLE

A toutes les corporations et associations de métiers des Etats-Unis et du Canada, salut.

Camarades ouvriers, nous sommes arrivés à l'époque la plus importante de l'histoire du travail. La question est celle-ci : nous reposerons-nous sur quelque hasard providentiel pour établir la journée de huit heures, ou bien, ne comptant que sur nos forces, nous préparerons-nous à la lutte et arracherons-nous la journée de huit heures à ceux qui, par ignorance ou égoïsme, s'opposeraient à son adoption au mois de mai 1886? — Si les salariés sont unis sur ce point, et s'ils sont pourvus d'assez de fonds pour braver l'orage au moins pendant un mois, ils remporteront la victoire.

Le travail agissant comme une unité, ainsi que le capital, est tout puissant; il peut imposer ses justes demandes par des moyens pacifiques et légaux. Unité d'action et assez d'épargnes pour tenir le loup en respect pendant un temps très court, sont tout ce qu'il faut. Le mouvement, pour réussir, doit embrasser toutes les classes de salariés, afin que les producteurs ne produisent que lorsque leurs conditions seront acceptées et leur but obtenu.

Ouvriers, votre devoir à vous-mêmes, à votre famille, à la postérité, est nettement défini. Economisez une certaine somme, mettons deux dollars par semaine (10 fr.), avec achetez des vivres avant le 1^{er} mai 1886, et vous serez en position de braver une défaite.

Voilà le devoir des individus; maintenant quel est celui des corporations et des sociétés? Que chaque organisation choisisse un puissant comité, pour préparer les hommes dans son métier spécial, engageant les unionistes et les non unionistes, en aussi grand nombre que possible, à demander la journée de 8 heures en mai 1886. Pour obtenir les avantages d'une réduction de travail, c'est-à-dire un travail plus régulier et mieux rémunéré, une plus longue existence pour les ouvriers, faisons quelques sacrifices. Il est temps d'agir.

Vingt ans de paix dans un pays comme le nôtre, pas d'épidémie, pas d'armée permanente considérable, pas de marine coûteuse, et cependant le lourd fardeau du travail n'a pas été allégé, bien que partout la machine épargne-travail s'introduise, et que les rues soient remplies d'ouvriers sans travail. C'est aux travailleurs et à leurs sociétés qu'incombe la tâche de réduire les heures de travail et d'égaliser le fardeau de la production sociale.

Avec l'unité d'action et 175 francs d'économie par chaque travailleur, nous pourrions tenir tête et battre le capital. Tentons la lutte. Préparons-nous.

GABRIEL EDMONSTON, secrétaire.

La grève générale des ouvriers de chemins de fer de 1879 allait précipiter les Etats-Unis dans une crise, quand elle fut supprimée par la force armée : dans plusieurs villes on se battit. Si la grève annoncée dans cette remarquable circulaire, commence dans tous les états de la République américaine et dans tous les métiers, les ouvriers pourront être les vainqueurs; depuis longtemps ils s'arment et s'organisent militairement.

Pour le développement du SOCIALISTE

5^e liste de parts de propriété de 5 francs souscrites à ce jour :

Ed. Vaillant, 3; — Boivin, 2; — Fortin, 1; — L. Boulet, 10; — Bernadet, 1; — Elie May, 4; — Total : 21.

Total général à ce jour : 70.

Souscription permanente pour le développement de la presse du parti

C..., 1 franc; — Th... r., 3; — Vive la sociale, 0,50; — Un laboureur communiste, 0,25; — Darlou, 1,50; — Pellet, 0,25; — Tremblet, 0,50; — Une recrue, 1; — P. E. et ses gosses, 0,30; — Albon, 0,50; — Malard, 1; — Kneiz, 2; — Un groupe d'amis, 14,75; — Un bourgeois socialiste, 20.

Versements mensuels — Novembre : — Dubois, 5 francs; — Lépine, 5; — G. D., 5; — Rienzi, 10; — Mercereuil, 1; — Fardin, 1; — J. G. 1; — Hermann, 5; — Le Tailleur, 5; — Mesa, 10; — Briolle, 2; — P. L., 5; — Planet, 2; — Hennet, 2; — Lacoste, 1; — Migeon, 1; — Demare, 0,50; — Boulet, 5; — Pénau, 5; — Guyennet, 1; — S. D. 20; — Tilquin, 2.
Total : 141 fr. 05.

Depuis 1817, les propriétaires fonciers, — les grands, ceux dont les plaintes sont reproduites par la presse bourgeoise, ceux que les gouvernements écoutent et s'appliquent à satisfaire, — se plaignent que l'agriculture est ruinée, qu'on ne peut plus produire du blé ni élever des bestiaux, et cependant jamais les grands propriétaires n'ont été plus riches; jamais au milieu de la misère générale ils n'ont fait de plus impudentes bombances, donnant des fêtes princières, entretenant des horizontales dévorantes, des meutes de chiens, de laquais, de piqueurs et de veneurs, ne visitant leurs terres qu'en passant, à la belle saison et au moment des grandes chasses. Ces gens qui crient par dessus les toits que l'agriculture est perdue, n'entendent rien à la culture des champs; ils n'ont peut-être jamais vu du maïs, comme un de nos derniers ministres de l'agriculture; ils seraient capables de croire que les pommes de terre poussent sur les arbres, comme cette petite marquise du siècle dernier.

Les grands propriétaires ne se cassent pas la tête avec les tracasseries de la culture, ils ont bien assez des soucis de leur toilette et des intrigues de leur monde; ils ont des régisseurs, des fermiers généraux, qui, dans certains départements, subdivisent les terres et les réafferment à des métayers et à des colons.

En 1817 et 1819, c'étaient les blés des terres noires de la Russie qui ruinaient la culture française; aujourd'hui, ce sont les blés d'Amérique et des Indes.

Avant 1830, les propriétaires fonciers qui gouvernaient la France par l'entremise de Louis XVIII et de Charles X, établirent l'échelle mobile, c'est-à-dire un système mobile de tarifs douaniers; les droits d'entrée montaient avec l'abondance des récoltes. Les propriétaires fonciers avaient la prétention de vendre le produit de leurs terres à un taux toujours excessivement élevé; ils s'arrogeaient le droit d'affamer la nation. Et, malgré cela, ils criaient misère, ils réclamaient le crédit agricole, ils voulaient que l'Etat le donnât gratuitement, ils allaient même jusqu'à proposer que l'on prît les dépôts de la caisse d'épargne pour constituer le fond de caisse de la Banque agricole. Mais le gouvernement de Louis-Philippe qui était la chose de la bourgeoisie industrielle et commerciale, refusa de leur livrer les épargnes des petites gens.

Le second empire, dédaignant les lamentations des propriétaires fonciers, ouvrit la France aux blés et aux bestiaux étrangers. Depuis 1817, la France était devenue une nation industrielle; des villes énormes, peuplées de salariés, s'étaient créées dans toutes les parties du territoire. La grande bourgeoisie industrielle n'entendait pas permettre aux ruraux de vendre le pain trop cher à ses ouvriers, elle voulait au contraire que les vivres fussent au meilleur marché possible, afin d'abaisser les salaires le plus possible.

Mais, depuis que nous avons la troisième République bourgeoise qui a débuté par la grande tuerie prolétarienne de mai 1871, les anciens nobles et les nouveaux enrichis qui ont accaparé les terres de France, relèvent la tête. Sous l'empire, ils avaient fini par accepter leur sort; mais, sous la République opportuniste, ils reprennent courage: ils réclament le droit d'affamer la nation, comme au temps de Charles X.

La République imbécile, pour plaire à ces propriétaires qui sont des légitimistes, des orléanistes et des bonapartistes, et qui complotent ouvertement son renversement, leur a accordé, avant les élections, des tarifs douaniers. Rien que le droit d'entrée de 3 francs par quintal de blé, équivaut à un impôt de 200 millions de francs mis sur la consommation du pain au profit des propriétaires; mais cela n'a pas apaisé l'appétit vorace de ces messieurs; ils demandent que l'on double et triple ce droit d'entrée. Ils déclarent insolemment que « le suffrage universel s'est prononcé en faveur d'une protection plus énergique. »

Il est aujourd'hui vrai que la production de blé en France ne peut rivaliser avec celle des États-Unis et des Indes; mais à qui la faute? — Aux propriétaires fonciers.

Les propriétaires fonciers ont appauvri le sol de France; ils ont loué leurs terres à des fermiers, et ne sont occupés que de dépenser la rente à droite et à gauche. Il n'y a pas de bon Dieu qui renouvelle éternellement la fertilité des champs. Si on enlève des récoltes à la terre, il faut lui en restituer l'équivalent en fumier. Dans l'ancienne France, les récoltes étaient consommées sur place; il y avait une continue circulation, un *circulus* comme disait Pierre Leroux, de la terre aux bestiaux et à l'homme et de ces derniers à la terre; la terre nourrissait les bêtes et les hommes, et ceux-ci la fertilisaient avec leurs excréments. Aujourd'hui que les récoltes de nos champs sont consommées dans les villes, les détritiques sont emportés à la mer par les fleuves. La

rente de la terre que touche le propriétaire, aurait dû être employée à acheter des engrais pour compenser les pertes occasionnées par les récoltes: elle est gaspillée par les propres à rien en futilités.

Tandis que, malgré les progrès de la culture, la production moyenne de la France reste à un bas niveau de 14 hectolitres par hectare, la valeur des terres et la rente foncière n'ont cessé de progresser.

D'après les statistiques officielles, en 1851 la valeur de la propriété non bâtie était évaluée à 61 milliards de francs.

En 1879, cette même propriété valait 89 milliards 800 millions de francs.

En trente ans elle avait augmenté de 28 milliards 800 millions.

La rente avait régulièrement suivi une marche parallèle.

En 1851, le revenu net imposable de la propriété non bâtie était fixé par la loi à un milliard 800 millions.

En 1879, ce revenu est estimé à deux milliards 500 millions de francs.

En trente ans la rente foncière avait progressé de 700 millions de francs.

Mais ces chiffres officiels ne disent pas toute la vérité: et pour cela on n'a qu'à consulter les baux de fermage dans les différents départements. Je ne prendrai ici que les baux d'un département du centre, où la progression a été relativement plus faible que dans les autres régions de la France reliées directement à de grands centres de population industrielle.

Dans le canton de Bourbon, arrondissement de Moulins (Allier), la propriété de M. Lacouture de 80 hectares, était affermée en 1870 à 60 francs l'hectare, en 1885 elle est affermée à 75 francs. La terre de Chancelère affermée à 45 francs en 1875, est actuellement affermée à 100 francs.

Dans le canton de Donjon, la terre de Givardon affermée, avant 1870, 14,000 francs, vient d'être affermée 32,000 fr. — La terre de Villard affermée en 1870, la réserve et le château compris, 16,000 francs, a été affermée 28,000 francs et dans le nouveau bail ne sont pas compris le château et la réserve, environ 10 hectares.

Dans l'enquête agricole faite en 1866 dans le département de l'Allier par une commission présidée par le baron de Veauce, on trouve la déposition de M. Desrosiers, propriétaire et avocat à Moulins:

« L'hospice de Moulins possède la terre de Fontaine, canton de Jaligny, qui a été affermée:

En 1829.	9.000 fr.
1856.	10.000
1866.	13.000 »
depuis, en 1885.	17.500

« Plus près de Moulins à Toulon deux domaines ont été affermés:

En 1820.	4.000 fr.
1856.	5.380
1866.	9.500 »
depuis, en 1885.	13.700

Ces exemples pris dans les journaux réactionnaires du pays et dans les enquêtes officielles, et que je pourrais multiplier, suffisent pour démontrer que, depuis 1820, la rente foncière n'a cessé de progresser et que depuis 1860, c'est-à-dire depuis le libre échange des céréales, elle a presque doublé.

Pour relever notre agriculture ruinée par la concurrence étrangère, les propriétaires fonciers n'ont trouvé rien de plus pratique que d'élever la rente foncière.

LETTRE D'ALLEMAGNE

Berlin, 20 novembre 1885.

Vous allez m'excuser si, dans cette lettre, je ne parle pas du mouvement proprement dit, bien que nous ayons force de faits à communiquer à nos amis de France. Ce sera pour une prochaine correspondance.

Aujourd'hui je ne veux vous entretenir que d'une nouvelle arme que le parti socialiste allemand vient de se forger. Cette arme est une entreprise de publications socialistes.

Je crois du devoir de tout journal socialiste d'enregistrer tout livre, toute brochure ayant trait au socialisme scientifique. Nous devons le faire d'autant plus, quand cette entreprise littéraire embrasse nombre de brochures traitant différentes questions du socialisme moderne, et s'étend sur une période de plus de trente ans.

J'ai en vue la « Bibliothèque démocrate-socialiste » (*Sozial-demokratische Bibliothek*) que le parti socialiste allemand publie en ce moment en livraisons. Cette entreprise aura une grande influence sur le mouvement en général, et, principalement, sur le public sympathique au mouvement. Elle comblera une lacune dans le mouvement populaire et socialiste, et tout homme s'intéressant de près ou de loin à la question sociale, y trouvera une source d'enseignements et de renseignements. Ainsi que vous le voyez, malgré la loi contre les socialistes, malgré les persécutions de toute sorte de la part du grand chan-

celier, « l'homme de fer et de sang », la lutte à outrance suit son chemin, par la parole, par les écrits et par les faits.

La « Bibliothèque démocrate-socialiste » a pour but de publier toutes les brochures socialistes ayant une valeur, parues depuis le commencement du mouvement prolétarien (de 1840-43), et surtout depuis l'agitation inaugurée par Ferdinand Lassalle en 1863. Elle comprendra des brochures traitant des questions du jour, et d'autres n'ayant qu'un intérêt spécial pour l'histoire du mouvement, car tout socialiste doit au moins connaître l'histoire du socialisme moderne.

Mais la « Bibliothèque » ne se bornera pas seulement au passé de la littérature socialiste, elle s'occupera de *présence et surtout* du présent, et traitera toutes les questions brûlantes du jour. La « Bibliothèque » s'est assurée de la collaboration des écrivains les plus connus dans la littérature du socialisme moderne.

La question économique prendra la première et la principale place parmi ces brochures, mais aussi des brochures historiques, en tant qu'elles touchent le mouvement ouvrier ou révolutionnaire, entreront dans ce recueil. Les théories socialistes de toutes les écoles du socialisme passé et présent, auront aussi leur place. En un mot, la « Bibliothèque » suivra fidèlement sa devise: « Du bon, le meilleur. »

Et puis la « Bibliothèque » a l'intention de publier tous les articles de valeur parus dans les différents organes socialistes du passé et du moment. Ainsi, nous aurons un recueil complet des meilleurs articles de la *Nouvelle Gazette Rhénane* (*Neue Rheinische Zeitung*), publiée sous la direction de Karl Marx en 1848-49, du *Sozial demokrat*, et *Neuer Sozial demokrat* (tous les deux parus à Berlin de 1865 à 1875), du *Volkstaat* et *Vorwaerts* (parus de 1869 à 1878, tous les deux, l'un après l'autre, organes officiels du parti allemand), etc.

Voici les titres des brochures parues:

I. — *La propriété collective et privée*, étude sur le programme du parti ouvrier socialiste allemand.

Cette brochure s'appuie, en bien des points, sur l'excellente étude du programme du parti ouvrier français faite par Jules Guesde et Paul Lafargue.

II. — *Karl Marx devant les assises de Cologne*, procès qui lui fut intenté pour avoir fait un appel à la résistance armée, avec une préface de Fr. Engels.

III. — *Notre but*, par Aug. Bebel.

IV. — *L'avenir de la démocratie socialiste*, par J. Dietzgen.

Est sous presse:

Une étude sur les journées de Juin, de ce premier et plus grand combat du prolétariat contre la bourgeoisie, par Fr. Engels.

Enfin sont en préparation des études sur:

La journée de travail,

Robert Owen, le grand communiste anglais,

La Révolution française,

Les journées mémorables du prolétariat, et sur beaucoup d'autres questions non moins importantes.

Le prix de ces brochures sera en moyenne de 25 à 35 centimes, afin de donner la facilité au plus pauvre de se les procurer.

O. Z.

Nous envoyons nos meilleures félicitations aux initiateurs de cette entreprise dont nous avons reçu les diverses publications; ce sera là une arme puissante pour la propagande socialiste.

MOUVEMENT SOCIAL

FRANCE

Alais. — Le Comité du parti socialiste d'Alais adresse aux travailleurs du Gard l'appel suivant:

Travailleurs,

Par suite de l'option du citoyen Madier-Montjau pour le département de la Drôme, vous êtes appelés à compléter aujourd'hui votre représentation à la Chambre des députés. Le parti socialiste qui, au 18 octobre, a fait vaillamment son devoir en votant pour une liste dont il était systématiquement exclu, croyait, en vertu de cette exclusion de la représentation nationale, avoir droit au siège laissé vacant par le citoyen Madier.

Les nombreuses exhortations à la concorde républicaine prononcées depuis quelque temps par les hommes les plus autorisés du parti républicain, pouvaient avoir en ce moment leur consécration, en accordant au parti socialiste la juste récompense de la discipline qu'il n'a cessé de montrer dans les moments critiques.

Cependant, citoyens, plusieurs de ces hommes autorisés ont, en présence de cette élection, promptement oublié les paroles de conciliation qu'ils ont tout récemment prononcées. Oubliant le danger qui les menaçait dans le Gard, ils ne regardent que leurs intérêts de classe qu'ils tiennent à confier à un des leurs, et placent ainsi leurs préférences personnelles au-dessus de l'intérêt général du parti républicain.

Cette conduite sera, nous en sommes certains, sévèrement jugée par vous travailleurs, auxquels la classe bourgeoise refuse un représentant. Il vous appartient aujourd'hui de faire justice des intrigants de la politique qui escomptent dans cette élection non le succès de la République, mais celui d'une personnalité pouvant leur assurer quelques emplois en échange de leurs services.

Quant au peuple, qu'ils affectent d'aimer, ils pensent, ces directeurs du suffrage universel, qu'il ne peut trouver dans son sein des hommes pour la confection des lois qui doivent le régir et, partant de ce point, ils persistent à s'arroger le monopole des pouvoirs publics.

Voyant la réaction puissante dans le Gard, ils préférèrent courir à un échec certain que de sceller ce pacte d'union en accordant à la classe des travailleurs un représentant réellement socialiste. C'est donc au suffrage universel à manifester en faveur de cette classe de déshérités, sans le concours de laquelle la République sera sous peu livrée aux appétits réactionnaires par les politiciens multicolores dont l'impuissance est aujourd'hui démontrée.

Loin de nous la pensée de toute récrimination, mais nous devons cependant constater que la politique est largement représentée à la Chambre. Il n'en est pas de même du travail. Place donc au travail, messieurs de la politique...

La France industrielle et agricole traverse une crise qui peut la conduire à la ruine, si un effort suprême n'est tenté pour l'arracher aux agitateurs de toutes nuances qui l'y précipitent.

Travailleurs, avant de déposer vos bulletins dans l'urne, réfléchissez sur les conséquences de votre vote. Songez à votre situation économique de plus en plus critique, que les républicains bourgeois sont impuissants à améliorer. Répudiez surtout les basses intrigues des directeurs du suffrage universel.

Et puisque ces prétendus amis du peuple ne veulent pas se coudoyer avec un des nôtres dans les couloirs de la Chambre, protestez hautement contre le manque de franchise et de loyauté de vos adversaires, en votant pour un des six candidats socialistes que le parti ouvrier désigna à vos libres suffrages le 4 octobre dernier.

Vive la République démocratique et sociale.

Le Comité.

Angoulême. — Grâce à de dévoués citoyens, le groupe d'études sociales « l'Égalité », vient d'être reconstitué sur des bases très sérieuses.

Les citoyens qui voudraient en faire partie, sont invités à se présenter aux citoyens Verhoest, café du Progrès, 74, rue de Périgueux, et Massières, tailleur, 35, rue Saint-Ausonne.

Le groupe se réunira deux fois par mois dans la salle ordinaire de ses réunions.

Castres. — Nous apprenons avec plaisir qu'une trentaine de militants ont formé dans cette ville un groupe d'études sociales, et nous désirons que, grâce à son action, le parti ouvrier compte bientôt dans cette région de nombreux adhérents.

Reims. — Dimanche dernier, dans une réunion des ouvriers de l'industrie lainière, on a décidé la formation d'un syndicat, et 65 adhérents se sont fait immédiatement

inscrire; nous espérons que les ouvriers comprendront l'utilité de ce groupement corporatif, et apporteront en grand nombre leur concours au nouveau syndicat.

ETRANGER

Allemagne. — Les élections complémentaires du conseil municipal de Berlin ont été un triomphe pour le parti socialiste. Les socialistes ont maintenu le terrain conquis, (deux sièges), et ont gagné un nombre considérable de voix. Partout où le parti a mis des candidats, il a recueilli plus de voix qu'en 1883.

Les partis bourgeois, y compris le parti anti-sémitique, sont en perte :

Voici le nombre des votes obtenus en 1883 et 1885.

	1883	1885	
Socialistes	2.468	4.524	en plus 2.056
Libéraux	10.764	6.883	en moins 3.881

Anti-sémitiques et autres partis bourgeois

9.794 5.076 en moins 4.718

Voici les votes dans les deux circonscriptions où les socialistes ont triomphé.

	1885	1883
12 ^e circonscription		
Singer, socialiste	1.137	822
Libéraux	264	398
14 ^e circonscription		
Mitan, socialiste	883	672
Libéraux	393	565

Angleterre. — Aux dernières élections, trois candidats patronnés par la *Social Democratic Fédération* s'étaient présentés à Nottingham et à Londres; ils ont été tristement battus. Mais leur défaite doit être attribuée à une honteuse manœuvre que la presse anglaise a dénoncée, et que nous ne pouvons passer sous silence.

Afin d'amener une division dans le parti libéral, les Tories (le parti conservateur) ont acheté le comité exécutif de la *Social Democratic Fédération*. Deux de ses membres influents, MM. Hyndman et Champion, se rendirent à Birmingham et eurent une entrevue avec M. Chamberlain, l'ex-ministre radical, pour l'engager à retirer les candidats libéraux dans deux circonscriptions de Londres. M. Chamberlain les envoya promener. Les Tories offrirent au comité exécutif de la *Social Democratic Fédération*, 340 livres sterling (8,500 francs) pour opposer deux candidats socialistes aux candidats libéraux. Le comité exécutif les accepta sans consulter les branches affiliées, et porta les deux candidats. Les branches affiliées ont protesté dès qu'elles ont eu connaissance de ce sale tripotage. Le co-

mité exécutif d'une des importantes organisations socialistes de Londres, la *Fabian society*, a pris, dans sa séance du 4 courant, la résolution suivante : « Le comité exécutif de la *Fabian society* déclare que, par sa conduite, le Conseil de la *Social Democratic Fédération* acceptant l'argent du parti Tory pour payer les dépenses électorales des candidats socialistes, a commis une action qui déshonore le mouvement socialiste d'Angleterre. »

Les détails qui précèdent sont extraits d'un rapport que nous a envoyé Hubert Bland, membre du comité exécutif de la *Fabian society*.

J. Williams, un des candidats socialistes, a protesté publiquement contre le rôle qu'on lui a fait jouer à son insu.

Espagne. — Notre confrère, le *Social Demokrat*, expose spirituellement la situation de ce pays : « Alphonse est mort le 25 novembre. Le fils de la bien-aimée Isabelle n'avait atteint que sa vingt-neuvième année. Il paraît que depuis longtemps il était phthisique. « Mais, dit le pudibond *Journal de Francfort*, le roi avait plus de confiance en sa jeunesse que dans le régime médical : il visitait les cholériques, passait des revues, allait à la chasse, etc... jusqu'à ce que les forces de la jeunesse furent brisées. » Les journaux espagnols et français ayant moins de prudence que les bons allemands, appuient surtout sur les *et cætera*; quant à nous, nous sommes trop humains pour faire un crime à un roi, surtout à un roi phthisique de l'*et cætera*. Glissons sur ce point et passons à l'ordre du jour... »

« La situation dans laquelle se trouve la monarchie espagnole par suite de cette mort, est faite pour désespérer le loyal philistin allemand. Qui succédera à Alphonse? — La République? Dieu nous en préserve!... Donc la monarchie? mais laquelle? Alphonse a laissé deux filles, l'aînée a cinq ans. Elle est une excellente représentante de la grâce divine. Il y a un mais. La reine d'Espagne est..., mais non, mieux vaut nous exprimer dans la langue chaste et châtiée du correspondant viennois du *Journal de Francfort* : « la reine Christine attend un accroissement de sa famille ». Jusqu'ici on n'a rien publié, parce que cela était contre l'étiquette de la cour d'Espagne. Admirons, en passant, l'étiquette de la cour espagnole. Maintenant si cet accroissement de la famille est un garçon, la fillette de cinq ans, Mlle Mercédès, cesse de régner sur les 16 millions d'Espagnols, et, sur le trône de Philippe II; monte tout emmailloté, Don X le Ytième. La monarchie espagnole compté pour le moment avec des quantités inconnues, on devrait plutôt dire avec des quantités négatives ».

GALERIE SOCIALISTE INTERNATIONALE

SOPHIE PEROVSKAIA

I

LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE RUSSE

Le mouvement russe a parcouru trois périodes caractéristiques découlant logiquement l'une de l'autre, bien qu'absolument différentes : le *Nihilisme* (1860-70) ; la *Propagande* (1871-78) ; le *Terrorisme*.

1. — Le Nihilisme.

Les organismes de la vie économique moderne (chemins de fer, banques, usines, production agricole pour l'exportation, colossale armée permanente, etc.), avaient été importés tout d'une pièce en Russie, sans que pour cela les formes sociales dans lesquelles le peuple russe vivait depuis des siècles eussent été transformées, pour s'harmoniser avec ces corps nouveaux. Le servage, la forme communale de la propriété foncière, et son corollaire le despotisme patriarcal de la famille, les privilèges des paysans, l'oppression religieuse, la difficulté d'acquiescer l'instruction moderne, le despotisme asiatique du gouvernement étaient autant d'anomalies en complète contradiction avec les organismes économiques modernes, qu'il fallait détruire afin que la société capitaliste pût se développer librement.

Le gouvernement, poussé par les grands propriétaires des terres à blé et par une partie de la noblesse accablée de dettes, se chargea de l'émancipation des serfs qui, ainsi que l'a démontré Tchernychevsky à la grande colère des libéraux, fut accomplie au détriment des paysans et à l'avantage exclusif des propriétaires fonciers. Et, fait caractéristique du despotisme russe, le Czar fut plus libéral pour les paysans polonais qu'il tenait à gagner, que pour ses propres sujets. Restait encore à briser le joug de la famille et à conquérir le droit à l'instruction et à l'action politique : ce fut la nation qui dut se charger de cette partie de la tâche transformatrice.

On s'attaqua d'abord à ce qui était le plus près de l'individu, à la famille et à la religion. Ainsi que justement le remarque Stepiak dans la *Russia sotterranea*, le *Nihilisme*, cette première forme du mouvement, fut « une réaction puissante et passionnée, non contre le despotisme politique, mais contre le despotisme moral qui pèse sur la vie privée et intime de l'individu », la révolte contre toutes les obligations imposées par la société, la famille et la religion. Tous les nihilistes dont je connais l'histoire, ont commencé leur carrière révolutionnaire par la révolte contre l'autorité paternelle, si écrasante autre-

fois ; et, comme l'homme par tout pays revêt d'idées générales les motifs privés qui le poussent à l'action, la jeunesse russe adopta avec enthousiasme les idées philosophiques importées de l'Europe occidentale, qui étaient en opposition avec les traditions religieuses et familiales de la Russie.

Le matérialisme étroit de Buchner, de Vogt et de Moleschott, et la philosophie naturaliste de Darwin fanatisèrent les jeunes gens : « ils auraient marché à l'échafaud et auraient donné leur tête pour Moleschott et Darwin », dit B. Zaïzeff dans sa *Lettre ouverte*. L'athéisme passionné comme une nouvelle religion. Les zélés apôtres « allaient en quête d'âmes vivantes à laver de l'abomination du christianisme. » Dans leur ardeur d'iconoclastes, les néophytes condamnaient l'art, comme une manifestation de l'idéalisme. « Un cordonnier vaut mieux que Raphaël, disait un nihiliste, l'artisan fait œuvre utile, l'artiste ne crée rien d'utile à personne. » Cette boutade est significative. L'art, en effet, est un besoin secondaire, qui ne se fait sentir que lorsque les autres besoins primordiaux sont satisfaits. Nos bourgeois qui japonisent, nos Gautier et nos Goncourt qui pérorent sur l'art, feraient peu de cas de leurs potiches, de leurs vieilles tapisseries et de leurs collections de gravures et d'émaux s'ils vivaient de pommes de terre et de vache enragée, et s'ils devaient gagner leur pitance par des dix heures de travail éternuel.

Les femmes, qui surtout souffraient de l'oppression familiale, entrèrent dans le mouvement. Les jeunes filles s'enfuyaient de la maison paternelle et, pour ne pas y être réintégrées de force et avoir l'humiliation d'être tondues, elles simulaient des mariages qui leur permettaient de rester libres et de mener la vie d'étudiants. Elles ne réclamaient pas l'amour libre, que nos bourgeois pratiquent si librement sous la garantie de la loi et de leur mari, l'éditeur responsable, mais le libre accès aux écoles, à l'enseignement et la liberté d'exercer les professions libérales jusqu'alors monopolisées par les hommes.

Le Nihilisme, c'est Tourgueneff qui trouva le mot, fut une énergique manifestation de l'individualisme bourgeois qui, dans son expression la plus élevée, revêtit une forme philosophique ; il était fatalement limité aux classes émancipées économiquement et intellectuellement. A la fin du siècle dernier nous avons traversé une phase analogue.

Les hommes de cette époque, qui préparèrent la révolution, ne reconnurent aucune autorité extérieure. Religion, sciences naturelles, société, gouvernements, tout fut soumis à la plus impitoyable critique, tout dut comparaître devant le tribunal de la raison, justifier son existence ou cesser d'être. » (F. Engels *Socialisme utopique et socialisme scientifique*.)

2. — La Propagande.

« La jeunesse russe, enthousiaste, énergique et dévouée, ne pouvait s'immobiliser dans une négation philosophique qui perdait sa raison d'être du moment qu'elle avait obtenu la liberté individuelle dont elle avait besoin. Elle chercha alors un nouveau champ d'action à son activité. »

Les écrits des socialistes européens, de Fourier, de R. Owen, etc., avaient pénétré en même temps que ceux des philosophes ; n'étant pas traduits, leur action fut limitée ; mais le *Capital*, de Karl Marx, traduit par un des hommes qui devaient jouer un rôle considérable dans le mouvement, fut lu et commenté ; des professeurs le prirent pour texte de leurs cours.

Pendant que la jeunesse s'imprégnait des idées socialistes de l'occident, Herzen et Ogareff publiaient à Londres *Kolokol* (la Cloche) ; malgré la police, elle franchissait la frontière, se répandait dans les universités et pénétrait jusque dans le palais impérial. Ce journal qui apportait des idées nouvelles, qui attaquaient le gouvernement, qui réclamait une transformation politique constitutionnelle, échauffait les têtes et les préparait à l'action. *L'Internationale*, qui groupa en une espèce d'organisation des hommes à Moscou et à Pétersbourg, et la Commune de Paris avec sa lutte héroïque qui enthousiasma, ébranlèrent puissamment l'élite pensante et révolutionnaire.

Ce n'était plus contre Dieu et ses saints, ni contre la métaphysique et ses entités, que la jeunesse entendait livrer bataille, mais contre l'ordre social. Des sociétés se formèrent pour étudier le socialisme et répandre l'instruction ; à Moscou, en 1871, se constitua la société de Dolguscinski ; à Pétersbourg, en 1872, la très importante société de Tchaïkovtzi, qui se ramifiait à Moscou, à Kieff, à Odessa, à Taganrog ; elle était une espèce de familistère fouriériste. Presque tous ses membres ont pris une part active au mouvement et payé de la prison, de l'exil et de la mort leur courageuse action : Sophie Perovskaia était membre du cercle fondé par Tchaïkovtzi.

En 1872 parut *Wperiod* (En avant), la revue que dirigeait P. Lavroff, qui devait se transformer en organe bi-hebdomadaire et avoir une si grande influence sur le mouvement de cette époque. Les ouvrages socialistes étaient traduits, de nombreuses brochures étaient écrites, imprimées en Suisse, à Londres et répandues par milliers en Russie. Zurich était devenue une espèce de Mecque socialiste, les jeunes gens et les jeunes filles s'expatriaient pour venir y puiser la science nouvelle, sous le prétexte d'étudier la médecine, et puis rentraient en Russie apporter la bonne parole et raconter les luttes du prolétariat européen, le martyr de la Commune. Le gou-

vernement prit peur de Zurich ; un ukase (1874) ordonna à tous les Russes de quitter la ville maudite ; jamais mesuré ne fut plus maladroit. Ils rentrèrent en masse, emportant avec eux dans la Russie, « la peste moderne ».

Le mouvement n'avait jusqu'alors gagné qu'une infime minorité ; instinctivement on sentait que tant qu'on serait réduit à ce petit nombre, toute action serait impossible et que, avant d'agir, il fallait se multiplier, devenir légion. On songea à conquérir le peuple aux idées nouvelles, à préparer la révolution « de bas en haut » comme on disait alors. « Descendre dans le peuple, aller dans le peuple, » fut le cri général. Et les hommes et les femmes appartenant à la société la plus aristocratique, abandonnaient leur position sociale, quittaient leurs habitudes, pour se mêler au peuple, afin de parler sa langue et vivre de sa vie de travail.

Krapetkine organisait à Saint-Petersbourg un cercle ouvrier ; un officier, Chisko, entrait comme tisseur dans une fabrique de la capitale ; un autre officier, Demetrio Rogatchoff, parcourait les campagnes de la province de Tver, se mêlant aux moissonneurs et travaillant avec eux ; des jeunes filles et des jeunes gens des plus nobles familles, allaient dans les ateliers et dans les fermes se louer comme salariés ; le soir ils réunissaient leurs compagnes et leurs compagnons de travail, et les endoc-trinaient, narrant des histoires, lisant des livres et des journaux, et chantant des chants socialistes. Cette ardeur de propagande qui prit la jeunesse comme un coup de folie, gagna même les hommes mûrs, ayant des positions péniblement acquises ; l'on vit des juges, des médecins, des officiers, des bureaucrates, des fonctionnaires quitter leur situation, pour aller propager le socialisme dans le peuple. « Le mouvement n'était pas encore politique, dit Stepiak, il ressemblait plutôt à une religion et en avait le caractère contagieux et absorbant. On ne cherchait pas seulement à atteindre un but défini ; mais aussi et surtout à satisfaire un sentiment de devoir, une aspiration vers la perfection morale. »

Ce mouvement de propagande dura environ deux ans, 1873 et 1874.



Le gouvernement sévissait d'une façon terrible contre les propagandistes : des professeurs, comme Mikailoff, furent condamnés aux travaux forcés pour une leçon à leurs élèves ; des centaines, des milliers d'hommes et de femmes étaient incarcérés et, sans autre forme de procès, envoyés en Sibérie ou internés dans les provinces désolées du Nord. Sous l'action du gouvernement, la propagande changea d'allure ; au lieu de se disséminer dans toute une province, les propagandistes se réunirent en petits groupes qui prirent le nom de colonies : ils se surveillaient et apportaient une certaine prudence dans la communication des idées nouvelles ; il fallait faire une espèce de noviciat avant d'être admis dans les petits cénacles, où l'on parlait de transformation sociale, de société future, de communisme. Les colonies vécurent avec des chances diverses ; mais elles formèrent les éléments des sociétés secrètes de la troisième période, de la période terroriste.

Le gouvernement a toujours agi comme propulseur du mouvement. Il voulut imiter Napoléon III et jouer du spectre rouge pour arrêter la contagion des idées socialistes révolutionnaires, et épouvanter la bourgeoisie libérale qui réclamait des réformes. Il organisa deux grands procès politiques, les premiers qui furent publics en Russie. En 1877 eut lieu le procès des *Cinquante de Moscou* : le gouvernement croyait terroriser la population en lui montrant des socialistes révolutionnaires, en les obligeant à exposer leurs théories subversives ; mais, quand le public vit ces jeunes femmes et ces jeunes hommes, dont le seul crime était d'avoir des idées généreuses et d'avoir essayé de les propager pacifiquement, il n'y eut qu'un cri : « ce sont des saints ! »

Le grand procès des 193, qui se tint l'année suivante à Saint-Petersbourg, confirma l'opinion générale. Ces deux procès eurent un retentissement énorme et firent, pour la diffusion des idées socialistes dans toutes les classes de la société, plus que n'avaient pu faire les propagandistes pendant des années.

(A suivre.)

COMMUNICATIONS

Chambre syndicale de la Céramique EXPOSITION OUVRIÈRE DE 1886.

Camarades,

En réunion générale du 22 novembre dernier, il a été nommé une Commission spéciale à l'Exposition ouvrière.

Elle a pour mandat de recueillir toutes les demandes d'inscription des Céramistes ouvriers qui désirent apporter leur concours à cette Exposition.

Il a été voté que les adhésions donnant droit à une subvention seront reçues jusqu'au 15 Décembre, les samedis soir de 8 à 10 heures, au siège social, rue du Faubourg Saint-Martin, 100, au coin de la rue des Vinaigriers, ou par lettres adressées au secrétaire, le citoyen Léon MARTIN, Boulevard Barbès, 15.

Ce délai passé, les demandes pourront toujours être admises, mais elles ne donneront droit à aucune subvention.

Les exposants devront indiquer la quantité des objets qu'ils ont l'intention d'exposer. Ils devront préciser la somme dont ils auront besoin.

La Commission, de concert avec le Conseil, examinera les demandes, les classera, et dans un délai très rapproché versera entre les mains des demandeurs la somme réclamée, si elle est justifiée, et autant que les fonds destinés à cette œuvre le permettront.

Les exposants sont libres de présenter les produits qui leur paraîtront le mieux entrer dans leurs facultés professionnelles.

Le Jury sera nommé dans une assemblée générale où seront appelés tous les Céramistes.

Une somme de 15 000 sera prélevée par la Commission exécutive sur les objets vendus ; cette somme sera destinée à une œuvre ouvrière, pour laquelle tous les exposants seront consultés.

Les exposants qui ont adhéré antérieurement, doivent faire connaître à la Commission la somme qui leur est nécessaire.

La Commission.

Le Conseil.

Le comité d'administration et les commissions de travaux de la Société républicaine d'Economie sociale se sont réunis le 4 décembre dernier. A cette réunion, le comité avait à statuer sur plus de soixante-dix demandes d'adhésions nouvelles.

Cinq ou six députés se sont fait inscrire ; en outre, la Société, largement ouverte à tous les partisans de l'intervention sociale dans un but d'amélioration économique, compte dans son sein des personnalités politiques et scientifiques distinguées, de nuances diverses, apportant toutes leur concours désintéressé et leur collaboration loyale au but commun entrepris par les fondateurs de la Société.

Les demandes d'adhésion et les cotisations doivent être adressées au citoyen Elie May, 17, rue Béranger ou au citoyen B. Malon, bureaux de la *Revue socialiste*, 19, rue du faubourg Saint-Denis.

REVUE FINANCIÈRE

Jeudi, 10 décembre 1885.

La Bourse de Paris est en pleine hausse. Les rentes françaises, notamment, ont monté de 1 0/0 depuis le commencement du mois. C'est, paraît-il, l'œuvre d'un syndicat de spéculateurs et jusqu'à présent ils ont réussi. Reste à savoir si leur entreprise se terminera aussi bien qu'elle a commencé.

La question d'Orient n'est pas résolue ; l'union des Bulgares et des Rouméliotes, conséquence de la révolution du 17 septembre dernier, n'a pu être annulée.

Les Serbes, sur lesquels les grandes puissances comptaient pour forcer le prince Alexandre à rétablir l'ancien état de choses, n'ont pu continuer leur marche en avant sur Sofia ; au contraire, sans l'intervention de l'Autriche, les Bulgares et Rouméliotes auraient écrasé les Serbes et occupé Nisch, ville serbe importante.

Quant à la conférence, le désaccord survenu entre les ambassadeurs l'a réduite à l'impuissance, et malgré les bruits de réunion d'un Congrès, il ne faut plus compter sur l'entente des puissances.

La Turquie seule est à même d'agir efficacement en occupant la Roumélie. Mais elle n'ose entamer une action militaire qui pourrait modifier les dispositions de la Russie et même de l'Autriche.

Il est donc à prévoir que nous allons assister à un nouveau partage d'une partie de la Turquie d'Europe, au profit des Bulgares, des Grecs et des Serbes. L'Italie et l'Autriche s'arrangeront sans doute pour avoir quelque chose.

Les rivalités pourront créer des conflits et influencer défavorablement les marchés financiers.

Une autre cause de baisse peut être prévue au sujet de la politique intérieure.

Le ministère Brisson n'est pas encore revêtu de la confiance de la nouvelle Chambre. Il a eu l'habileté de choisir la question des crédits à voter pour notre armée au Tonkin, exploitant ainsi le patriotisme des députés.

Mais l'opposition des partis extrêmes peut déposer un ordre du jour qui, tout en accordant les crédits nécessaires, n'entraîne pas par ce fait un vote de confiance pour le ministère. Une crise ministérielle aurait des conséquences graves.

De plus, la situation financière de l'Etat n'est pas brillante. Il y a un déficit de plus de 1500 millions que les tripotages d'emprunts temporaires ne peuvent plus masquer.

La dette flottante ne peut être augmentée davantage sans compromettre le trésor.

Il faudra donc se résigner à émettre un emprunt nouveau. Le précédent a été émis en février 1884 à 76 fr. 60 en 3 0/0 amortissable, alors que le 3 0/0 perpé-

tuel était à 75 fr. Or, le 3 0/0 cote actuellement 81 fr ; le public et les banquiers souscriront-ils un nouvel emprunt à ce prix-là.

Non évidemment ! Le prix de 78 fr. serait un beau résultat ; en admettant 1 fr. de prime, le cours du 3 0/0 ancien ne serait guère au-dessus de 79 fr.

Le cours actuel de la rente 3 0/0 est donc normalement 2 fr. au-dessus de son prix.

C'est pourquoi le public fera bien de s'abstenir et de conserver ses fonds en vue de l'emprunt prochain.

Momentanément, on peut acheter des obligations du Crédit Foncier qui, tout en assurant un revenu égal à celui de la rente, donnent en plus la chance de gagner des lots aux tirages.

PENAUD.

Demandez à Paris A LA MAISON DU PONT-NEUF

RUE DU PONT-NEUF — PARIS

Le Nouveau Catalogue et les Gravures des Vêtements pour Hommes et Enfants.

1885 HIVER 1886

Envoi Gratis et Franco

QUELQUES PRIX DU CATALOGUE

PARDESSUS
Draperie mode, doublure
confortable.

17 fr.

CÉRÉMONIE
Complet
drap noir fin.

35 fr.

ENFANTS
Pardessus
Belle draperie.

7 fr.



COMPLETS
Forte draperie
indéchirable.

29 fr.

FOURRURES
Pardessus
Col, Parements, Revers,
vraie fourrure.

36 fr.

ENFANTS
Costumes
Drap nouveauté.

5 fr. 75

Expédition franco de port dans toute la France à partir de 25 francs. DEMANDEZ LE CATALOGUE AUX DIRECTEURS DE LA Maison du PONT-NEUF, PARIS

Le Gérant : DELADÉREERE.

Paris. — Imp. DELADÉREERE, 3, rue du Sommerard.

LE SOCIALISTE

COMITÉ DE RÉDACTION : G. Deville, R. Fréjac, J. Guesde, P. Lafargue, A. Le Tailleur.

Est en vente à Lyon, chez M. PAYAN, 73, rue Massena ; et chez tous les libraires.

INSENSIBILISATEUR BOIVIN

EXTRACTIONS, GUÉRISON ET POSE DE DENTS SANS DOULEUR

Un docteur assiste aux opérations. Facilité de paiement.

PARIS, 31, rue SAINT-LAZARE

LES DENTS

Hygiène, maladies, traitement, remplacement, redressement, extraction, transplantation ; suppression de la douleur dans toutes ces opérations. — Volume de 300 pages, 200 gravures, 1 fr. 25 r. broché, 2 fr. 25 r. richement relié ; (1^{re} édition), chez les libraires ou chez l'auteur, M. PRÉTERRE, Lauréat de la Faculté de médecine de Paris, 29, boulevard des Italiens, Paris.

Du même auteur : LE PROXYDE D'AZOTE. — Dans cette brochure, M. Préterre étudie tous les agents d'insensibilisation usités pour l'extraction des dents et leur remplacement. — Envoi 1^{er} contre 1 fr. 25.